Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 36 (1964)

Heft: 10

Artikel: L'homme et son habitat

Autor: Marti, Hans

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-125672

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'homme et son habitat

Exposé présenté aux Rencontres internationales de Genève 1964 par Hans Marti, architecte, délégué de la ville de Zurich à l'urbanisme.

Le problème de l'habitat est un des plus importants. Il doit préoccuper tous les urbanistes, les architectes, les politiciens, ceux qui bâtissent des habitations, les entrepreneurs, les syndicats, les sociétés immobilières, les communes: tous ceux qui ont l'intention de construire: nous tous! Ce problème existe dans tous les pays, indépendamment des divers systèmes politiques, mais il est aussi fonction de leur puissance économique. Seule l'acuité de la crise du logement diffère d'un pays à l'autre. Les gens en quête d'un logement à des conditions raisonnables, les sans-abri qui n'ont pas d'appartement en propre, souvent pas même une chambre, on les trouve partout! Dans le nouveau monde, aussi bien que dans l'Europe ancienne, dans les Etats libéraux de l'Ouest comme dans les Etats de l'Est, dans les pays où les réserves de terrain à bâtir sont immenses comme dans notre petit pays si peuplé.

Il y a environ cinquante ans, l'urbanisme fêtait sa renaissance – je pense aux années après la première guerre mondiale – la lutte visa en tout premier lieu à restaurer les quartiers nés de l'industrialisation à outrance et bâtis vers la fin du siècle dernier, manquant d'hygiène ou tombés dans la déchéance. On trouve des immeubles «surexploités» dans tous les faubourgs des villes, dans ces «slums» qu'on voit surtout en Angleterre et dans les villes qui ont subi une évolution spéculative. Ici on trouve également encore ces quartiers tristes construits entre 1870 et 1900 avec des logements étroits, sans lumière et sans air, sans bains et sans W.-C. et parfois même encore sans cuisine.

Aujourd'hui, nous luttons contre une autre décadence. Partout où la crise du logement se fait sentir, on essaie de bâtir le plus rapidement possible, n'importe où et n'importe comment. Ceux qui ont déjà vu les bidonvilles, les favellas de Rio de Janeiro et Bahia où les gens habitent par centaines de mille dans des baraques en bois ou en fer-blanc, seront d'accord avec moi: il s'agit de bâtir tout d'abord des habitations bon marché.

C'est seulement plus tard que l'on examinera si ces logements sont hygiéniques, confortables, pratiques ou même beaux. Il s'agit d'abord de contenter les besoins primitifs de l'homme et de calmer ses maux. La tâche est énorme. Avons-nous, nous techniciens et politiciens, résolu le problème avec ce que nous exécutons actuellement? Les nouveaux quartiers qui surgissent partout sur notre planète répondent-ils aux besoins de nos prochains? J'ai visité différents pays et j'ai vu beaucoup de nouveaux quartiers d'habitations modernes. Je ne veux pas porter un jugement définitif, mais mon opinion est que la qualité des constructions était beaucoup plus élevée avant l'industrialisation de 1870 que de notre temps. Les bâtiments de nos jours sont proprement aménagés, mais d'une platitude inouïe. La beauté et le charme y manquent. L'habitant y trouve-t-il tout ce dont il a besoin? Des espaces libres, des stades, des locaux de récréation, des bureaux, des ateliers, des établissements industriels et autres. Je me pose ces questions et j'ai conscience de devoir répondre à quelques-unes avec un «Non» si nous osons déjà y donner une réponse.

A quoi tient-il que nous n'ayons pas encore trouvé une solution convenable?

On peut considérer comme certain que l'augmentation de la population mondiale (elle augmente de 180 000 âmes par jour) en est *une* des raisons. Une autre en est la carence des gouvernements et des autorités communales. Mais ce n'est pas seulement ces deux éléments principaux qui nous posent devant ce problème énorme. Dans les pays au standard de vie élevé, il est notoire que les familles deviennent toujours plus petites. Pour un nombre constant d'habitants on a donc besoin de logements en plus grand nombre. Le nombre d'habitants par pièce diminue. Aujourd'hui chaque individu exige plus d'espace. Dans les pays au standard de vie bas, d'autre part, les moyens manquent pour donner à chaque famille une habitation décente. Ces deux situations ont une conséquence commune: la désertion des campagnes et l'engorgement urbain que l'on ne connaissait pas dans les siècles précédents, à part quelques rares exceptions.

Dans ma jeunesse on les comptait sur les dix doigts ces villes d'un million d'habitants. Aujourd'hui on en compte des centaines. Seront-elles demain des milliers? Partout on assiste à une concentration. Répond-elle peut-être à un besoin de l'homme de se retrouver dans les grandes villes.

Je m'adresse aux sociologues et leur demande s'ils peuvent nous donner une explication de ce phénomène alarmant. Sur tout le globe, l'agriculture se mécanise. L'exploitation agricole a besoin de moins de main-d'œuvre, autrement dit: l'agriculture, si elle veut rester à la page, donne de moins en moins de travail et fournit à un nombre d'hommes toujours moindre leur «gagne-pain». Elle fournit des hommes aux grandes villes et doit même le faire. Et *voici une deuxième question;* celle-ci s'adresse aux économistes: Comment jugez-vous cet état de choses? Est-il sain, et combien de temps durera-t-il?

L'accroissement de la population dans le périmètre des villes implique la pénurie de terrain à bâtir, surtout ceux disposant d'eau, de canalisations et de services publics à proximité.

Les prix des terrains montent dans des mesures incroyables et effrayantes. Or, ces prix déterminent pour une part le montant des loyers qui, à leur tour, doivent être proportionnés aux gains des ouvriers et des employés. De notre temps, nous apprenions à l'école d'architecture que le loyer devait s'élever à un sixième, au maximum à un cinquième du gain. Où en est-on aujourd'hui? En Suisse on doit compter en partie déjà avec un tiers du gain pour le loyer. On essaie d'amenuiser cette dispro-

portion en faisant des économies sur la construction, le prix du terrain étant donné.
Ce n'est donc pas étonnant que l'individu cherche à s'évader à la campagne en voiture chaque samedi et chaque dimanche, et abandonne son appartement le plus rapidement possible. Il a besoin d'une voiture et, pour pouvoir la payer, la mère de famille, elle aussi, va travailler dans un bureau, une fabrique ou dans un atelier. On confie les enfants à l'Etat, à l'asile, à la crèche ou à l'école. Je ne sais pas si vous connaissez dans vos pays le problème des «enfants à clef».
Ce sont ceux auxquels les parents attachent la clef de l'appartement autour du cou afin qu'ils puissent s'occuper eux-mêmes quand les parents sont au travail. *Nous,* nous connaissons ce problème, quoique la Suisse appartienne aux pays très développés, aux pays les plus aisés du monde. Le luxe roulant qui conduit toute la famille en week-end dans la nature, aux campings, aux restaurants de montagne, ce luxe doit être payé, mais l'esprit de famille en souffre et se détériore. Ici l'Etat libéral a échoué, il n'a pas pris les précautions, constitué les réserves de terrain suffisantes et n'a donc pas été capable de régler la loi de l'offre et de la demande. L'Etat n'a pas eu la grandeur de vue nécessaire et n'a pas réalisé l'importance de la question. Les routes, les stades, les écoles, les bâtiments d'administration, ont absorbé les terrains à disposition, ce qui provoqua une augmentation des prix. L'Etat devrait donc prêter une attention primordiale à sa politique foncière. Je ne veux pas juger jusqu'à quel point ces habitations bon marché et lamentables en sont la cause. Je suis certain d'une chose, que le renchérissement des terrains à bâtir est la cause directe des économies pratiquées sur la construction afin que le loyer puisse être maintenu à des prix soutenables.
Aujourd'hui le problème posé est de bâtir des logements dignes pour nos citoyens à revenus moyens. Quel que soit notre point de vue politique et quelle que soit notre conception du monde, il faut parer à une situation par trop précaire. Chaque heure de travail, 15 000 hommes devraient pouvoir trouver sur notre globe un toit, mais pas seulement les fameux quatre murs. L'homme a besoin de beaucoup plus. A mon avis, les quatre murs ne sont que des logements provisoires. Nous devrions bâtir donc *tous les jours une ville de 60 000 habitations,* soit plus grande que Genève.
L'appartement de l'homme est son espace récréatif; il ne devrait pas être seulement conforme à la fonction primaire: dormir et manger, mais il devrait être confortable et agréable; il doit devenir le foyer où les gens se sentent à l'aise et où l'esprit de famille peut se développer.
Que faisons-nous, nous les architectes? Nous nous jetons sur les problèmes intéressants, nous bâtissons des écoles, des églises, des fabriques, des bâtiments administratifs, des banques, nous bâtissons encore des villas pour des directeurs et en plus des expositions.
Le problème du logement, l'appartement modeste, bien isolé, ensoleillé et aéré à un loyer convenable au milieu de la verdure, pratique, bon marché et en même temps coquet, ce problème nous le laissons trop souvent aux autres: aux médiocres, aux entrepreneurs, aux constructeurs d'habitations, aux spéculateurs. Combien de tâches difficiles à résoudre dans le projet d'un appartement simple! Pourquoi se fatiguer à chercher mieux que les solutions connues. Ici, Mesdames et Messieurs, l'élite des architectes a manqué. L'urbanisme est délégué aux techniciens de la circulation et des travaux publics, la construction proprement dite tombe de plus en plus dans les mains des entrepreneurs; les institutions bancaires décident combien et où on bâtit, les juristes autorisent ou refusent. Et nous sommes écartés. Nous ne nous soucions guère de l'aspect esthétique de nos villes qui, peu à peu, sur tout notre pauvre globe, se désagrège. Même les quelques écoles conformes au but qui leur est assigné, les églises d'extrême avant-garde, les ravissantes façades des fabriques, les luxueux bâtiments d'administration, les casernes et les banques monumentales ne peuvent pas sauver l'image caractéristique de nos villes. Ils font plutôt voir très nettement que nous n'avons pas su discerner la tâche la plus grande, celle du logement des ouvriers et des employés; nous ne voulions pas la voir, peut-être parce qu'elle est trop difficile à résoudre.
Que faisons-nous, nous les politiciens? Nous discutons des salaires, de l'assistance publique, de projets d'assainissement du trafic routier. Nous accordons des crédits pour des hôpitaux, pour des asiles de vieillards, pour des écoles, des jardins et des crèches d'enfants. Nous bâtissons des bâtiments publics et les inaugurons en grande publicité. Année après année, nous nous réjouissons du progrès dans le domaine social et dans la construction des routes. Mais nous ne nous apercevons pas que la cellule de l'Etat, de la civilisation et de la culture, la famille, est en danger, que son centre vital, les parents, sont malades, que les enfants ne se développent pas favorablement et que, finalement, la cellule protectrice se désintègre. Nous, politiciens et je ne pense pas seulement à ceux que nous avons élus ou par ailleurs à ceux qui suivent les débats au Parlement lisant les journaux, non, je pense à nous-mêmes qui n'avons pas su être à la hauteur de notre tâche parce que nous avons fermé les yeux sur les peines de nos concitoyens et parce que notre bien-être personnel nous intéresse plus que celui de la société à laquelle nous appartenons tous. Ce que nous bâtissons aujourd'hui, nous devrions le construire pour des siècles. Nous ne devons pas seulement avoir une vue superficielle des quartiers et des villes, mais devons les concevoir beaucoup plus profondément et pénétrer jusqu'à l'âme de l'homme qui l'habite, qui y rit et qui y pleure, qui y naît et qui y meurt et qui est reconnaissant quand on soulage sa peine.